

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/38/110
S/15634
3 mars 1983
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 32 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID du GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

MAR 7 1983

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

UN/SA COLLECTION

Lettre datée du 1er mars 1983, adressée au Secrétaire général
par le Président du Comité spécial contre l'apartheid

J'ai l'honneur de me référer aux résolutions 37/1 et 37/68 adoptées par l'Assemblée générale les 1er octobre et 7 décembre 1982, respectivement, qui contiennent des appels à la clémence en faveur de combattants de la liberté sud-africains, ainsi qu'à la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 4 octobre 1982 (S/15444) et à la résolution 525 (1982) adoptée par le Conseil de sécurité le 7 décembre 1982 sur la même question.

Je me réfère en outre à la lettre datée du 19 octobre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15461) concernant la condamnation à mort de trois des personnes en faveur desquelles l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient lancé un appel à la clémence, à savoir Thelle Simon Moqoerane, Jerry Semano Mosololi et Thabo Marcus Motaung.

J'ai reçu des avocats de ces trois personnes la lettre ci-jointe datée du 28 janvier 1983, qui montre sans ambiguïté que la lettre du Représentant permanent de l'Afrique du Sud est erronée et trompeuse.

Au nom du Comité spécial contre l'apartheid, je vous demande de bien vouloir faire publier le texte de la présente lettre et de la pièce jointe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 32 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

* A/38/50.

Je tiens en outre à faire part de la grave préoccupation du Comité spécial devant le fait que les autorités sud-africaines n'ont toujours pas répondu aux appels unanimes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et à exprimer l'espoir que tous les Etats renouvelleront leurs efforts pour sauver la vie des combattants de la liberté.

Le Président du Comité spécial
contre l'apartheid,

(Signé) Alhaji Yusuff MAITAMA-SULE

ANNEXE

Lettre datée du 28 janvier 1983, adressée au Comité spécial
contre l'apartheid par MM. Matjila et Mokgoatlheng, avocats

Nous sommes les avocats chargés de représenter Thelle Simon Mogoerane, Jerry Semano Mosololi et Thabo Marcus Motaung. Ces trois personnes ont été inculpées de haute trahison devant la Cour suprême de l'Afrique du Sud (Division de la province du Transvaal) et, le 4 août 1982, ont été reconnues coupables des faits qui leur étaient imputés et condamnées à mort par le juge Curlewis.

Nous croyons comprendre que, dans une lettre datée du 19 octobre 1982, le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies vous a communiqué certaines informations concernant cette affaire. Comme une partie de ces informations ne semble pas exacte, nous vous écrivons au nom des trois personnes en question afin que les conclusions pertinentes du tribunal soient connues de vous et de ceux que vous jugerez bon d'informer.

Il est dit dans la lettre susmentionnée que "Le juge Curlewis a aussi noté le fait qu'un garde en faction devant la porte du poste de police de Moraka, M. Bongani Brian Tembe, était en train de parler avec sa femme lorsque deux des accusés se sont présentés et l'ont abattu alors qu'il avait les mains en l'air pour indiquer qu'il n'offrait pas de résistance". Aucun des éléments de preuve présentés lors du procès n'a permis d'établir qu'un des accusés avait abattu le garde. La femme de ce dernier a témoigné et a déclaré qu'elle n'avait pu voir les personnes qui avaient abattu son mari parce qu'il faisait nuit et qu'elle avait très peur (p. 180 et 181 du procès-verbal). Dans son témoignage, M. Mogoerane a déclaré que ni lui ni M. Motaung n'avaient pris part à l'attaque contre le garde (p. 902 du procès-verbal). Rien dans les aveux des accusés ni dans ce qui a été admis en leur nom ne les impliquait directement dans le meurtre du garde. Ils étaient présents lors de l'attaque contre le poste de police de Moraka, comme d'autres personnes. Le juge a déclaré (p. 896 du procès-verbal) ce qui suit : "on se souviendra qu'à Moraka il y avait une dame qui prenait le frais en discutant avec son mari, lequel était de garde à l'entrée. Des gens sont arrivés, ces terroristes, et ils l'ont tué sous ses yeux, alors qu'il avait les mains en l'air". Le juge n'a donc pas conclu que les accusés avaient fait ce qui est dit dans la lettre et dont nous faisons mention plus haut.

L'auteur de la lettre ajoute qu'"un civil, M. Sam Salatil Sangwene, a également été blessé alors qu'il sortait de sa voiture". Si l'on veut laisser entendre par là qu'il a été blessé par les accusés, une fois encore c'est faux. D'après le témoignage de la femme dont nous avons déjà parlé, cet homme passait au moment de la fusillade et elle l'a vu tomber. Elle avait entendu un coup de feu. Dans son témoignage, M. Mogoerane dit que cet homme n'a pas été blessé par balle mais par l'explosion d'une grenade à main. Rien dans ce que les accusés ont avoué

ou admis n'indique que l'un d'entre eux ait tiré sur l'homme en question. Le juge a déclaré (p. 896 du procès-verbal) qu'"au moment de l'attaque, un homme est sorti de sa voiture; c'était un civil. On lui a tiré dessus". Dans aucune des conclusions du tribunal il n'est dit que c'est l'un des accusés qui a tiré.

Toujours dans la même lettre, on peut lire : "En outre, les accusés ont tiré à coups perdus sur les occupants des véhicules roulant sur l'artère principale qui longe le poste de police et sur un civil qui se tenait devant chez lui près du poste de police". Cette remarque a trait à l'attaque contre le poste de police de Wonderboompoort. Il n'a été enregistré aucune preuve que ce soient les accusés qui ont tiré. Il ressort du témoignage de M. Mogoerane (p. 907 du procès-verbal) que la fusillade a eu lieu au moment où le groupe s'enfuyait en voiture après l'attaque du poste de police et qu'elle est le fait d'un certain Pindela, qui ne figurait pas parmi les accusés au procès. On l'a empêché de continuer à tirer. Ce témoignage est confirmé par celui de M. Mosololi. Le juge a déclaré (p. 898 du procès-verbal) : "On se rappellera que des gens qui se trouvaient près de chez-eux, devant leur porte ou dans les parages ont essuyé des coups de feu, de même que certaines personnes qui passaient en voiture ou qui stationnaient dans le quartier. Une chose a été clairement admise. On dit que la fusillade en question était le fait des individus qui ont attaqué le poste de police de Wonderboompoort". Or, ce qui a été admis, c'est que les événements ont bien eu lieu, mais il est dit expressément dans les aveux (Pièce "MM 1") que ceux-ci ont été faits sans que leur auteur reconnaisse pour autant qu'aucun des accusés avait quoi que ce soit à voir avec les événements en question.

La lettre contient l'allégation suivante : "Dans un incident conduisant au meurtre de Wonderboompoort, un témoin, M. Frans Thobela, qui avait pris en auto-stop deux des accusés, a été forcé par ces derniers d'arrêter sa voiture et de la leur laisser. Les deux accusés lui ont tiré dessus à bout portant, le frappant à trois reprises avant qu'il réussisse à s'échapper et à se cacher dans les hautes herbes proches".

Il n'existe aucune preuve qu'aucun des accusés ait été pris en auto-stop par M. Thobela ni qu'ils lui aient tiré dessus. A la page 897 du procès-verbal, le jugement se lit comme suit : "Frans avait emprunté une voiture (modèle Valiant) au propriétaire de véhicule; alors qu'il achetait des boissons dans un magasin, on lui a demandé de prendre deux passagers. Il a eu l'obligeance d'accepter. Les deux personnes en question sont montées à l'arrière de la voiture. Près d'Onderstepoort, elles lui ont demandé de s'arrêter et de leur laisser la voiture. Il a répondu 'non'. Il a arrêté la voiture. Ces personnes, des terroristes, lui ont tiré dessus à bout portant et l'ont atteint trois fois avec une arme qui ressemblait à un pistolet Makarov, avant qu'il réussisse à s'échapper. Ils lui ont tiré dessus avec à peu près autant de scrupules que s'il s'était agi d'un boeuf à l'abattoir. M. Thobela a eu de la chance. Il a réussi à atteindre des hautes herbes et, bien que les deux individus, ou en tout cas l'un d'entre eux, l'aient cherché partout, ils n'ont pu le découvrir". On constatera que le juge ne dit à aucun moment que les accusés étaient dans la voiture ou ont tiré les coups de feu.

Le juge poursuivait : "Il est impossible de fermer les yeux sur ces faits. On a avancé, mais sans beaucoup de conviction, que l'accusé No 3 n'était peut-être pas mêlé à cette affaire, mais l'argument ne peut être retenu. L'accusé en question savait parfaitement que la voiture avait été volée, les accusés No 1 et 2 le savaient aussi. En fait, nous savons que c'est cette voiture qui a été utilisée lors de l'attaque du poste de police de Wonderboompoort". Et, continuait-il : "Je tiens toutefois à bien préciser que Frans n'a identifié aucun des trois accusés qui comparaissent devant ce tribunal comme étant les deux personnes qu'il avait prises dans sa voiture. La seule conclusion que nous puissions en tirer est qu'il s'agissait de deux des trois autres personnes qui se trouvaient à la base de Hamanskraal et qui ont réussi à s'échapper".

Nous pensons que cette lettre permettra de rétablir les faits.

pour Ratha Mokgoatlheng

(Signé) Krish NAIDOO
